

Compte rendu

Ouvrages recensés :

Jacobson, Harold Karan et Zimmerman, William, (ed.), *The Shaping of Foreign Policy*, Atherton Press, New York, 1969, 214 p.

Butwell, Richard, (ed.), *Foreign Policy and the Developing Nation*, University of Kentucky Press, Lexington 1969, 234 p.

par Paul Painchaud

Études internationales, vol. 2, n° 2, 1971, p. 323-324.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700098ar>

DOI: 10.7202/700098ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

« administratifs ». Coplin introduit ensuite un concept générique, celui de « policy-influencer » qui lui permet d'intégrer les contributions marquantes en la matière (e.g. Rosenau). D'une façon très originale, l'auteur isole les facteurs militaires et économiques du contexte général de la puissance. Malheureusement, il ne pouvait exploiter davantage cette présentation dans un tel manuel, aussi la description paraît un peu faible. Par contre, avec ce souci constant de ne pas perdre le lecteur, Coplin montre en quoi les différentes théories descriptives de la politique étrangère se rejoignent dans le choix des déterminants. Emporté par son analyse, il a peut-être trop tendance à identifier les institutions intergouvernementales à des États mais au moins est-on libéré de cette habitude de les considérer comme des *deus ex machina* sans liaison directe avec les nations dont elles émanent.

William Coplin semble avoir fait sienne cette remarque de Inis Claude comme quoi les relations internationales ne sont pas faites uniquement de conflits, mais bien plus souvent de collaboration, de coopération ou de ce que Coplin appelle « relation de routine » qui sont souvent négligées et qui pourtant font partie du contexte international. Mais une fois qu'il a défini cet environnement international, on dirait que l'auteur a « manqué de souffle » pour terminer son étude du système international. Après un exposé synthétique de nombreuses contributions théoriques, on aurait pu s'attendre à une analyse plus fouillée de cet ensemble flou qu'est le système international. Peut-être l'auteur en a-t-il trop dit au début ? Il n'en demeure pas moins que l'ouvrage est remarquable dans son ensemble. À la fin de chaque chapitre, on trouvera un sommaire d'une page, le plus souvent accompagné d'un graphique ou d'un tableau. Ces résumés sont des petits chefs-d'œuvre qui permettent de replacer chaque variable dans sa perspective propre. Après cette synthèse, le lecteur trouvera une série de propositions théoriques reprenant les éléments disparates du texte. On y trouvera rarement un trait de génie mais elles contribuent beaucoup à éliminer la confusion qui existe entre éléments théoriques et descriptifs de l'analyse des relations internationales. Les bibliographies de l'auteur, très détaillées et bien annotées font le tour des contributions américaines. On y trouve, hélas, fort peu de références à des ouvrages de politologues d'expression française, tels Duroselle, Freymond, Beaufre, etc.

Le livret de Harf, assez élémentaire, donne des références bibliographiques encore plus récentes. Il aurait peut-être été préférable de biffer le mot *Instructor's* dans le titre et simplement d'inviter les étudiants à lire ce petit ouvrage comme un guide dans leurs études. Il remplit parfaitement ce rôle d'outil additionnel. Quant au recueil de textes, on peut se demander s'il était nécessaire. Après tout, depuis les deux recueils de Rosenau, il y a saturation. En outre, de nombreux textes chez Coplin et Kegley se retrouvent dans l'une ou l'autre édition de *International Politics and Foreign Policy*. Mais chacun des textes est tellement bien relié à l'analyse du manuel que le recueil semble indispensable. On remarquera particulièrement les articles de Allison sur les modèles conceptuels d'analyse de la crise de Cuba, de Wittkopf sur l'aide américaine et ses incidences politiques, de même que celui de Puchala sur l'Europe. En définitive, nous nous avouons vaincus par l'effort de « commercialisation » et nous en sommes conscients : ces trois volumes en valent la peine.

F. de KERCKHOVE

JACOBSON, Harold Karan et ZIMMERMAN, William, (ed.), *The Shaping of Foreign Policy*, Atherton Press, New York, 1969, 214p.

BUTWELL, Richard, (ed.), *Foreign Policy and the Developing Nation*, University of Kentucky Press, Lexington 1969, 234p.

Il est assez paradoxal de constater qu'au moment où l'on prophétise et réclame « la fin de la politique étrangère » (voir en particulier le dernier ouvrage de Jean-François Revel), les études scientifiques sur celle-ci prennent un essor remarquable. Que la politique étrangère traditionnelle soit sur le point de céder la place à d'autres formes d'articulation internationale, les faits sont trop nombreux et trop probants pour qu'on ne puisse en douter. La politique étrangère, cependant, considérée comme l'ensemble des efforts d'une société nationale pour s'adapter au milieu environnant, loin de s'estomper prend une importance sociologique d'autant plus grande que la multiplication des pressions du système international accroît, pour chaque

communauté politique, la nécessité de mécanismes de défense et de participation mieux définis. D'où l'intérêt de la littérature nouvelle qui fait large place aux fonctions socioculturelles de la politique étrangère et tente de sortir celle-ci de l'analyse purement descriptive et historique. Deux ouvrages récents en témoignent.

Le premier est un *reader* publié sous la direction de Jacobson et Zimmerman. On aime ou on n'aime pas la formule du *reader*, mais si on l'accepte — et elle présente d'incontestables avantages pédagogiques — on trouvera dans l'ouvrage de Jacobson et Zimmerman un ensemble de textes déjà connus, certes, mais de qualité, et dont le regroupement permet un éclairage « multidimensionnel » sur les processus de politique étrangère. Les auteurs de ces textes sont déjà consacrés : Triska, les Sprout, Deutsch, Almond, Kissinger, Boulding, Verba, etc. Leur cohabitation dans cet ouvrage donne un intérêt particulier à celui-ci.

Le second ouvrage, dirigé par Butwell, se veut, au contraire du précédent, une entreprise collective originale. L'objectif d'ensemble des différents auteurs est de déterminer le poids de la politique étrangère dans le développement social, économique et politique des pays récemment émancipés de la tutelle coloniale. Il serait évidemment impossible de résumer ici la contribution de chaque auteur. Notons seulement que les principaux aspects du problème ont été abordés : les rapports entre le niveau de développement et le comportement international, l'impact des programmes d'aide économique et militaire sur la politique étrangère, l'interdépendance du changement social, du développement politique et de la politique étrangère, etc.

Cependant, comme dans plusieurs ouvrages de cette nature, si chacun des chapitres est individuellement intéressant et de qualité, l'ensemble manque de cohésion. On aurait souhaité que davantage de liens soient établis entre les chapitres, qu'un cadre d'analyse plus rigoureux donne à chaque thème abordé sa signification théorique.

Mais on ne saurait trop exiger pour un sujet aussi neuf, qu'il faudrait reprendre, d'ailleurs, au niveau des pays dits développés. Car c'est là, finalement, que la recherche sociologique sur la politique étrangère subira son véritable test et démontrera sa pertinence.

Paul PAINCHAUD

Science politique,
Université Laval

DAM, Kenneth W., *The GATT-Law and International Economic Organization*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1970, 480p.

Il peut sembler paradoxal qu'au moment même où les principes de base du GATT sont remis en question, tant par l'action concertée des pays en voie de développement au sein de la CNUCED, que par diverses tentatives de regroupements des pays industrialisés, un nombre grandissant d'auteurs puissent s'intéresser à l'analyse juridique des structures et du fonctionnement de cette institution. Mais le phénomène en réalité n'a rien d'étonnant. Car même si l'on considère le droit économique uniquement comme un instrument au service de la politique économique, il n'en demeure pas moins que tout changement de politique économique doit se refléter dans le droit. Aussi peut-on dire que c'est précisément au moment même où le GATT est remis en question qu'il devient opportun de procéder à une analyse juridique de son évolution. C'est ce que l'étude de M. Dam, parmi les plus récentes à paraître sur le GATT, nous démontre.

L'ensemble de l'ouvrage reflète une triple préoccupation, à savoir : déterminer ce qu'était le GATT à l'origine, analyser son évolution et réfléchir sur son orientation future. Le but d'ensemble est d'évaluer l'efficacité des normes juridiques utilisées par rapport aux objectifs politico-économique fixés. Une telle approche exige évidemment de l'auteur qu'il dépasse le cadre étroit d'une analyse purement juridique. De fait, M. Dam n'hésite pas à exposer les différents motifs qui ont présidé à la naissance aussi bien qu'à l'évolution du GATT. Le résultat est un volume qui, bien que hautement technique, n'en demeure pas moins des plus intéressants.

Dans la partie introductive, l'auteur expose son approche, retrace les origines du GATT et en dresse un portrait sommaire. Les deuxième et troisième parties consistent en une analyse détaillée des règles du GATT suivant le modèle déjà exposé. Ainsi sont envisagés tour à tour les problèmes suivants : la non-discrimination dans les politiques douanières, les conférences et les négociations tarifaires, les restrictions quantitatives, les subsides, les droits antidumping et compensateurs ainsi que les barrières fiscales et administratives au com-